

SITUATION POLITIQUE

Les inquiétudes de l'opposition

La fragilité de la situation que traverse l'Algérie inquiète au plus haut point les partis d'opposition. Sans besoin de concertation commune, ils évoquent, chacun de leur côté, leurs craintes de voir le pays sombrer dans le chaos en raison de l'entêtement des dirigeants à poursuivre une «logique de faillite».

Abla Chérif - Alger (Le Soir) - Le fait marquant est que ces partis semblent parler d'une seule voix comme si leurs sorties médiatiques périodiques étaient précédées de concertations secrètes rendues nécessaires par la gravité de l'heure.

Le sujet est le même, partout, développé selon la tendance politique dans une terminologie qui diffère peu. Le ton est alarmant, partout là aussi. Que ce soit au FFS, au RCD, au Parti des travailleurs (PT), chez Talaïou El-Houriat, El-Islah, le MSP ou Jil Jadid, le message que les leaders de l'opposition passent périodiquement est le suivant : «Les conséquences de la crise actuelle vont mener le pays dans le précipice.» Soufiane Djillali l'explicite dans une analyse pointue qu'il nous a livrée hier. «L'Algérie, dit-il, traverse une période extrêmement sensible. Il s'agit de la fin d'un cycle qui s'opère sur fond d'affrontement interne au régime. Le Président et son entourage immédiat surtout sont dans une logique de propriétaires du pays et ne veulent rien concéder à ses habitants. L'effondrement économique en cours va remettre à zéro toutes les pendules. L'Algérie va sans aucun doute traverser des soubresauts. Quelle en sera l'issue ?» Le leader de Jil Jadid estime égale-

ment qu'il est presque trop tard pour agir car les véritables opportunités de le faire sont aujourd'hui dépassées. Soufiane Djillali, doit-on le rappeler, avait déjà appelé le Haut-Conseil de sécurité à se réunir pour régler le problème de vacance du pouvoir dans le pays. Selon lui, les institutions habilitées à le faire devraient à présent déclarer la vacance du pouvoir.

Le constat du Front des forces socialistes (FFS) est tout aussi inquiétant. En tournée à Sidi-Bel-Abbès, le premier secrétaire du parti a évoqué ce week-end la menace qui pèse sur «l'existence même de l'Etat algérien».

Cette menace, estime Mohamed Nebbou, est la conséquence même de «la politique de fuite en avant du régime qui refuse toute autre alternative que ce qu'il propose et met en œuvre». Il poursuit : «La baisse substantielle et dans la durée des prix du pétrole a grandement affecté les finances du pays et, surtout, démontré les limites des politiques économiques entreprises depuis l'indépendance.» Pour Mohamed Nebbou, «le régime en place démontre de plus en plus son incapacité à mettre en œuvre une véritable vision et une stratégie qui va relever l'économie nationale, créer un véritable outil de production nationale et faire sortir le pays de la dépen-



Photo : Samir Sid

Mohcine Belabbas.

dance dangereuse des fluctuations du marché pétrolier».

Selon le FFS, la seule voie de salut passe par le changement du système politique, à travers le dialogue avec tous les acteurs de la société et de la classe politique.

Chez El-Islah et même au MSP, le constat et les appréhensions sur les risques en cours sont similaires. El-Islah évoque y compris l'existence d'une sorte de «panique au sommet de l'Etat». Selon ce parti, toutes les actions entreprises actuellement ne sont d'ailleurs rien d'autre que des «tentatives de diversion destinées à masquer l'échec du pouvoir sur tous les plans». El-Islah évoque un risque d'explosion avec toutes les conséquences que peut induire cette situation.

Au RCD, on s'inquiète des développements de la situation,



Photo : Newpress

Louisa Hanoune.

des contradictions au sein du gouvernement et on s'interroge comme tout le reste sur l'issue finale d'une phase qui a mis le pays sur une véritable poudrière.

Au Parti des travailleurs, on évoque aussi de manière constante cette déliquescence et cette politique d'entêtement qui finira fatalement par aboutir à des dérapages et une explosion certaine. Et comme partout ailleurs, le retour de Chakib Khelil, les scandales en série révélant l'implication de hauts responsables dans des affaires de corruption, l'état de santé du Président Bouteflika, et la crise économique sont énumérés comme étant des facteurs à risques passibles d'entraîner des conséquences fâcheuses. Pour toutes ces raisons, le président de Talaïou El-Houriat appelle à un consensus entre le pouvoir et



Photo : Samir Sid

Soufiane Djillali.

l'opposition afin de sortir le pays de la crise. Une étape qui passerait par l'organisation d'élections libres.

A ce jour, et en dépit de la multiplicité des appels et mises en garde de l'opposition, le pouvoir continue à faire la sourde oreille et reste résolument engagé dans la voie qu'il s'est tracée. Toutes les tentatives entreprises en vue de débloquer la situation ont été vaines.

L'initiative du groupe des 19, ces personnalités qui ont tout tenté afin d'exprimer de vive voix leurs inquiétudes au Président Bouteflika, est l'un des faits les plus probants qui aura marqué cette période. Les 19 ont été non seulement opposés à une fin de non-recevoir, mais soumis à un lynchage politique en règle, mené par les relais du pouvoir.

A. C.

LA GRÈVE DES CHEMINOTS ENTAME SA SECONDE SEMAINE

Le service minimum peu respecté

Rien n'indique que la grève qu'observent les conducteurs de trains de la SNTF soit sur le point de connaître son dénouement. Le statu quo persiste et la paralysie ferroviaire entame sa deuxième semaine. Conséquence : les usagers désespérés et le service minimum n'est pas totalement appliqué.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Aucune avancée tangible portant dénouement de la crise qui secoue le secteur ferroviaire n'a été enregistrée douze jours après le déclenchement de la grève. Cette dernière est entrée dans sa seconde semaine et rien ne prouve que le retour à la normale soit pour bientôt. Pendant ce temps, les usagers et autres abonnés de la SNTF sont livrés à eux-mêmes.

Même le service minimum n'est pas totalement respecté, selon des usagers rencontrés au niveau de la gare Agha à Alger-centre. Le service minimum en question est assuré à raison de deux navettes par jour (aller-retour) exclusivement pour la banlieue est et ouest de la capitale.

Face à cette situation, les usagers n'ont pas d'autres solutions que de prendre d'assaut les différentes stations de bus. «Je me retrouve dans l'obligation



Photo : NewPress

Le retour à la normale n'est pas pour bientôt.

de reprendre mon véhicule pour rentrer sur Alger. Les bus font le plein à toute heure», nous explique un abonné de la SNTF, rencontré au niveau de l'agence Agha. Toutefois, selon M. Hamzaoui, responsable à la SNTF, le trafic est assuré à hauteur de 20% pour les lignes Alger-Thénia (10 voyages sur 50) et Alger-El-Affroun (12 voyages sur 60).

«La grève illimitée prendra fin après la satisfaction de nos revendications», a soutenu pour sa part un syndicaliste, conducteur de train de son état.

Pour rappel, outre la révision du statut particulier, les grévistes réclament, également, une augmentation de la prime de travail, l'indemnisation des heures travaillées durant les week-ends et les jours

de fête, l'augmentation de la prime de travail de nuit.

Malgré une reprise partielle du trafic sur les lignes de la banlieue d'Alger dans le cadre du service minimum assuré, le trafic ferroviaire reste quasiment paralysé, suscitant un mécontentement général chez les clients de la SNTF qui ont été obligés de recourir aux autres moyens de transport.

Le trafic ferroviaire partiel (service minimum) avait repris mardi dernier, soit deux jours après le début de la grève sur les lignes de la banlieue est (Alger-Thénia) et ouest (Alger-El Affroun) après un arrêt total durant les journées de dimanche et lundi.

Enfin, il est important de noter que les grévistes sont toujours attachés à leurs revendications portant sur des garanties immédiates pour la révision de leur situation professionnelle.

Des revendications auxquelles la direction ne peut pas répondre d'autant plus qu'il y a 36 sections professionnelles pour l'ensemble des travailleurs de la société. Elle a également estimé que cette révision ne pourrait pas toucher (les conducteurs), une catégorie et exclure une autre, ajoutant que la société a chargé un bureau d'étude de la question.

A. B.